



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 14/12/2023

Reçu en préfecture le 14/12/2023

Publié le 14/12/2023

webdelib

ID : 076-217604479-20231213-M_DL231211_162-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt trois, le onze décembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 5 décembre 2023 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 30

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Catherine OMONT, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 1

Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

Excusé(e)s / Absent(e)s : 2

Christel BOUBERT
Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 11 décembre 2023

M_DL231211_162

CONSEIL MUNICIPAL - COMMUNICATION N°6 - SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ MUNICIPALE

Communication orale de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Mesdames et Messieurs,
Chers collègues,

Quelques mots de synthèse de l'actualité municipale depuis notre dernier conseil municipal qui s'est tenu le 20 novembre dernier, je vous rappelais alors la mobilisation de nos services et de nos partenaires face aux effets de la tempête CIARAN du 2 novembre.

Nous pouvions avoir espoir d'un point d'actualité plus léger et souriant, autour par exemple de notre Marché de Noël.

Mais, la nature et le climat en ont décidé autrement. Notre ville et les Montivillons ont dû faire face, mardi dernier, puis à nouveau ce samedi à d'importantes inondations ; les plus importantes depuis 20 ans et les inondations de juin 2003. Il y a 20 ans, la Lézarde avait atteint le niveau de 1,86 m et plus de 500 habitants avaient dû être évacués de leur domicile.

Mardi dernier, les inondations ont débuté au cœur de la nuit. Au pic de crue, la Lézarde a atteint 1,23 m en fin de matinée. Dès 5h25 du matin j'ai pu déclencher le Plan communal de sauvegarde qui a permis de mobiliser une cinquantaine d'agents de la Ville sur le terrain, tout au long de cette très longue journée de mardi.

105 sapeurs-pompiers de toute la Seine-Maritime ont été mobilisés dans les opérations de reconnaissance et de secours, avec un peu plus d'une soixantaine d'interventions et 48 logements évacués. La solidarité entre habitants et au sein des familles a joué à plein et la Ville est intervenue pour 7 relogements. J'ai ouvert un centre d'accueil des impliqués au gymnase Christian Gand.

Nous avons également été accompagnés par la Protection civile, avec une dizaine de bénévoles, pour le recensement des besoins en porte-à-porte dès que la décrue a rendu les visites à pied possible. Evidemment, les services de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole et du Département de la Seine-Maritime ont été mobilisés chacun dans leurs domaines.

Mardi, le rez-de-chaussée de notre résidence autonomie à Beauregard a été inondé, touchant essentiellement les bureaux et locaux mis à disposition de partenaires : le Centre Médico-Psychologique du Groupe hospitalier du Havre, la médecine du travail de notre collectivité, le local de la CFDT, l'association Ensemble pour Montivilliers et ses boîtes de Noël... Mais les résidents ont été à l'abri dans leurs appartements, avec portage de repas. Un ascenseur mis hors-service a depuis été réparé ; Alceane se charge de la déclaration tandis que nous effectuons notre déclaration à notre assurance.

L'EHPAD Korian a également été inondé au rez-de-chaussée, sans qu'il soit nécessaire de procéder des évacuations. A la Belle-Etoile, l'ESAT a dû, lui, fermer ses portes.

Une quinzaine de commerces en centre-ville ont été touchées. La zone commerciale de la Lézarde a été impacté dans ses accès. La Chambre de commerce et d'industrie, ainsi que la Chambre des Métiers et de l'Artisanat ont fait connaître leur accompagnement, aux côtés de l'Union commerciale, les Enseignes de Monti qui contribue à faire jouer la solidarité.

Mardi matin, par précaution, nous avons fait le choix de fermer l'école Pont-Callouard, qui heureusement, n'a pas subi de dégâts, de même pour l'Institution Sainte-Croix, et nous avons

recommandé aux parents d'élèves du collège Raymond Queneau de ne pas envoyer leurs enfants au collège.

Chacun a pu voir les images, mardi, c'est une part importante de la ville qui a été touchée par les inondations.

Le lendemain, le dispositif a été maintenu pour le pompage, le recensement des sinistrés, le retrait de tout ce qui pouvait obstruer l'écoulement des eaux.

Samedi, nous avons fait face à un nouvel épisode d'inondation, moins étendu, avec la Lézarde à 0,86 centimètre au pic. Avec à nouveau la mobilisation de l'ensemble du dispositif associant les services de la Ville, les sapeurs-pompiers, la protection civile. Par précaution, nous avons suspendu le marché de Noël samedi, à 13h pour le reste de la journée. Une inondation de moindre importance, mais qui pour les habitants de la rue René Dehais, dans le secteur de la Barbacane, Simone Veil, Mégissiers, Tanneurs, a constitué une deuxième inondation ; ce qui a été particulièrement éprouvant. Les sapeurs-pompiers ont alors procédé à une vingtaine d'interventions.

Je veux d'abord remercier l'ensemble des forces mobilisées, qu'il s'agisse de nos agents municipaux, des sapeurs-pompiers, de la protection civile et de la CU, tout au long de ces crises. Remercier aussi mes collègues élus qui, à mes côtés où me relayant en cellule de crise, se sont portés à la rencontre des habitants, en porte-à-porte. Ou qui ont mis la main à la pâte, je pense à Madame Sibille et Mme Leroux qui ont aidé à racler l'eau à la résidence Beauregard.

Avec mes collègues élus, nous avons rencontré de nombreux Montivillons. Une inondation est toujours une épreuve. L'ensemble des coûts et des dégâts pour chacun reste en cours d'évaluation. J'ai sollicité la Préfecture pour ouvrir un dossier de demande de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle. La décision se prend ensuite à l'échelle nationale, après avis d'une commission interministérielle. Cette décision pourrait intervenir courant janvier.

Il faudra bien évidemment tirer tous les enseignements de ces inondations pour que les dispositifs de protections soient adaptés. La bonne information est essentielle – aussi je réitère ce soir le message d'invitation à s'inscrire au dispositif d'alerte en masse. Plus de 1500 SMS ou messages vocaux ont été envoyés afin d'appeler à la vigilance.

Bonne information car nous avons entendu beaucoup de fausses rumeurs, comme celle de la rupture d'un bassin de rétention. Cela n'est pas possible. Mais, au milieu de tout cela, il faudra aussi pouvoir partager les paroles expertes, les expériences de terrain et de bon sens, le souvenir de ceux qui ont connu des crises plus importantes et qui ont contribué à la lutte contre les inondations.

Ce que nous savons aujourd'hui, c'est que le système de prévention, et notamment le système des bassins de rétention développé depuis 2003, avec plus de 220 bassins soit 1 au km² pour le bassin versant de la Lézarde, ont permis de retenir plus d'1,2 millions de mètres cubes au plus fort de la crise. Mais le constat est imparable : la capacité de ce système de protection contre les inondations a été dépassé... même s'il a permis d'éviter bien pire.

Pourquoi cela ? Là aussi, toutes les analyses ne vont pas arriver du jour au lendemain. Mais force est de constater que cet automne est particulièrement pluvieux depuis la mi-octobre : 300 mm cumulés. En amont de Montivilliers, les terres ont atteint un niveau de saturation, elles n'absorbent plus, provoquant des phénomènes de ruissellement. Tout ceci a été exacerbé par une pluie un peu plus forte dans la nuit du 4 au 5 décembre, avec en moyenne 42 millimètres mesurés.

J'ai demandé à la CU, au-delà de son travail de vigilance sur les bassins et les rivières à ce que nous disposions d'un retour d'expérience poussé ainsi qu'un état de la programmation des investissements à venir. Distinguer les actions nécessaires de court terme et celle de plus long terme.

Je souhaite que la C.U puisse entreprendre un diagnostic complet du réseau et des canalisations de la rue René Dehais après avoir fait intervenir des hydrocureuses.

Un courrier sera envoyé à la SNCF afin de pouvoir également faire l'entretien nécessaire sur ses parcelles.

Jeudi, le Département étudiait les évolutions de sa politique d'aide en matière de politique de l'eau avec une nouvelle aide pour la gestion durable des eaux pluviales. J'ai demandé, par la voix de mes collègues, car vous comprendrez que jeudi je sois revenu auprès des Montivillons, que la Communauté urbaine ne soit pas exclue de ce type d'aide.

Alors ce travail d'analyse et surtout de prospectives pour la suite doit avoir lieu. Bien sûr, nous restons dans un contexte où l'on constate les effets de l'évolution de notre climat. Mais cela ne doit pas occulter la capacité à agir. C'est sans doute le début d'une nouvelle phase de la lutte contre les inondations qui doit prendre en compte ces évolutions. Comprendre pour agir et s'adapter. A l'évidence, la capacité de ce qui a été édifié depuis 20 ans a été dépassée puisque nous avons été inondés. Et que nous voyons que ce système de protection, dans ce contexte, reste sous tension, si les pluies sont trop abondantes ou trop rapprochées alors que les terres sont à saturation.

Il m'apparaît important de souligner le rôle du Parc Jardin Sente des rivières qui a joué un rôle de tampon – nous avons enlevé 650 tonnes de déchets. Sa renaturation a permis de stocker des m³ d'eau ; c'est autant qui n'est pas allé dans les rues.

Aujourd'hui et pour les semaines à venir, le maître-mot doit rester la solidarité et l'entraide. Car nous pensons avant tout à celles et ceux qui ont été sinistrés et qui aujourd'hui sont encore directement au cœur des effets de ces inondations.

Après ces événements, je souhaite créer une réserve communale de sécurité civile afin de pouvoir mobiliser des citoyens volontaires qui viendront en renfort des pouvoirs publics dans la gestion des risques majeurs.

Nous restons donc mobilisés et particulièrement attentifs pour la suite des événements, qu'il s'agisse du travail des assurances, de l'analyse par le cycle de l'eau de la situation et des actions à entreprendre, du soutien apporté par nos services et notre CCAS. A nouveau, mes remerciements à toutes celles et ceux qui ont été mobilisés. La dimension humaine de ces inondations et de ses suites reste au cœur de notre préoccupation. Parmi les nombreux messages de solidarité reçue de diverses collectivités, je veux souligner celui de mon collègue Maire de Nordhorn.

Malgré cela, nous avons réussi à maintenir notre Marché de Noël, avec une belle soirée vendredi et une reprise dimanche. La question de l'annulation totale s'est bien évidemment posée, dès mardi soir. Mais je crois que, lorsque cela est possible, ces temps qui permettent aussi de se retrouver, de partager des temps heureux sont importants pour les habitants, comme pour les exposants. Et aussi paradoxale que cela puisse paraître, entre deux crises, je crois que nous avons bénéficié d'une belle édition de ce 26ème marché de Noël. Là aussi, merci aux services, à l'union commerciale Les Enseignes de Monti et à Pat'run qui ont organisé les premières foulées de Noël dimanche matin. La résilience, c'est aussi savoir maintenir ces temps plus festifs, en sécurité, même au cœur d'une crise.

Cette période a été éprouvante et nous savons que les jours à venir restent une épreuve pour les sinistrés. L'enjeu, après l'urgence, reste de faire vivre les solidarités.

Je vous remercie de votre attention. Nous entamons l'ordre du jour de nos délibérations.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le rapport de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire ;

Après en avoir délibéré,

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

